

Index AI : PRE01/438/2013
31 August 2013

Sri Lanka : la visite de l'ONU met en évidence une situation des droits humains inquiétante

Les dirigeants du Sri Lanka doivent lutter contre le climat persistant de peur qui règne dans le pays, a déclaré Amnesty International alors que la responsable des droits humains au sein des Nations unies, Navi Pillay, termine sa visite dans le pays.

La haut-commissaire aux droits de l'homme des Nations unies a effectué sa première visite officielle au Sri Lanka du 25 au 31 août. Cette visite intervient tout juste avant que les Nations unies et le Commonwealth n'examinent la situation des droits humains dans le pays en septembre.

Lors de la conférence de presse qu'elle a tenue samedi 31 août pour clore sa visite, Navi Pillay a indiqué que de nombreuses personnes qui l'avaient rencontrée lors de son séjour, ou souhaitaient le faire, avaient été menacées par les forces de sécurité, et que les contestataires au Sri Lanka étaient « très souvent attaqués, voire réduits au silence de manière permanente ».

« L'avis exprimé par Navi Pillay lors de sa visite rejoint nos propres conclusions sur la situation des droits humains dans le pays. Il est extrêmement dangereux de critiquer la politique gouvernementale au Sri Lanka, et l'ampleur des manœuvres de harcèlement utilisées contre les détracteurs pour les faire taire est choquante, a expliqué Polly Truscott, directrice adjointe du programme Asie-Pacifique d'Amnesty International.

« Nous sommes heureux que la haut-commissaire aux droits de l'homme ait pu rencontrer quelques victimes et des proches de personnes disparues. Cependant, les représailles dont ces personnes ont fait l'objet n'augurent rien de bon à l'approche du sommet du Commonwealth, qui doit se tenir à Colombo en novembre. Le gouvernement doit cesser de s'en prendre à la société sri-lankaise », a-t-elle ajouté.

Même si le conflit qui a déchiré le pays a pris fin en 2009, de très nombreuses atteintes aux droits fondamentaux y sont toujours perpétrées. Les pouvoirs publics sri-lankais continuent de n'afficher aucune véritable volonté de rendre des comptes pour les crimes commis dans le passé. À cela viennent s'ajouter les nouvelles attaques qui visent celles et ceux qui réclament justice.

Samedi 31 août, Navi Pillay a insisté sur le fait que, « à moins qu'un processus national crédible ne soit engagé, il était fort probable que des voix continuent de se faire entendre pour demander une enquête internationale » sur les faits survenus lors du conflit armé.

« Tout indique toujours que les Nations unies doivent ouvrir une enquête internationale indépendante sur les crimes de droit international commis au Sri Lanka, comme cela avait été demandé par Navi Pillay dans le passé, a déclaré Polly Truscott.

« Les Nations unies et le Commonwealth doivent réagir avec efficacité aux préoccupations soulevées par la haut-commissaire aux droits de l'homme lors de cette visite », a-t-elle ajouté.

Notes aux rédacteurs :

Dans sa résolution 22/1 de mars 2013, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a demandé à la haut-commissaire aux droits de l'homme Navi Pillay de présenter un compte rendu de la situation au Sri Lanka lors de sa session de septembre.

Le Groupe d'action ministériel du Commonwealth, chargé de traiter tous les cas de violations graves ou persistantes des valeurs du Commonwealth, devrait examiner la situation au Sri Lanka lors de sa réunion de septembre.